

# LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

## *Indispensable approche de genre*

*par Sophie Charlier \**

*Bien que les situations varient d'un pays à l'autre,  
la pauvreté touche différemment les femmes et les hommes.  
Comme actrices de développement,  
elles adoptent des dynamiques spécifiques.*

L'intégration du mot " genre ", que ce soit dans le discours des ONG ou des institutions de développement nationales et internationales, est généralement acquise. Cependant, on constate un hiatus entre les discours sur l'égalité entre les femmes et les hommes et les réalités de terrain. À preuve, le constat de Beijing+5 (1), en juin 2000, selon lequel les bilans restent largement en deçà des espérances (2). La pauvreté des femmes est de plus en plus prégnante ; on parle de 70 % de femmes pauvres parmi les pauvres (3). Cela n'empêche pas des progrès dans certains secteurs, dans certains pays. Sur le plan politique, l'accès des femmes au pouvoir reste inférieur à celui des hommes. Enfin, au sein des institutions internationales, la pauvreté est souvent définie sur la base des revenus des familles. Or, la pauvreté résulte de différents facteurs – économiques, sociaux, environnementaux, politiques, etc. – et les femmes ont tendance à les cumuler. Si le sexe n'a en soi aucune influence sur la pauvreté, le fait d'être femmes les place, plus que les hommes, dans des situations de risque de pauvreté.

### ***Davantage exposées à la pauvreté***

Quelques facteurs de risque permettent d'expliquer, sans être exhaustif, pourquoi les femmes sont, plus que les hommes, touchées par la pauvreté et combien il est important d'en tenir compte dans les programmes de développement.

L'accès à l'éducation est plus difficile pour les filles, avec des choix d'orientations encore liés aux rôles traditionnels des femmes dans la société ; ce qui les limite dans leurs possibilités d'emploi et de rémunération.

Leur accès aux ressources naturelles et économiques est limité. D'une part, des discriminations demeurent pour l'accès aux facteurs matériels : terre, eau, plantes, bétail, outils, etc. Les femmes ont rarement le contrôle de ces ressources, encore trop souvent soumis aux lois traditionnelles, notamment de l'héritage, qui ont tendance à défavoriser les filles. D'autre part, si le taux d'activité des femmes sur le marché du travail augmente globalement, celles-ci restent encore souvent dans une situation d'emploi

\* Responsable  
du département  
Partenariat  
à Entraide et  
Fraternité, Belgique,  
www.entraide.be,  
Maître de conférences  
à l'Université  
Catholique  
de Louvain,  
sophie.charlier@  
entraide.be

(1) Beijing +5, Femmes 2000 :  
*Egalité entre les sexes,  
développement et paix pour  
le XXIème siècle*, Session  
extraordinaire de l'Assemblée  
générale de l'ONU,  
5-9 juin 2000.

(2) S. Charlier  
et H. Ryckmans,  
« Les mouvements de femmes  
pour une autre  
mondialisation », in S. Amin  
et F. Houtart, *Mondialisation  
des résistances, L'État des luttes  
2002*, Forum Mondial  
des Alternatives, L'Harmattan,  
p. 245-256.

(3) Chiffre repris par les  
institutions Internationales,  
notamment l'UNIFEM, (fonds  
de développement des Nations  
Unies pour les femmes), 2000.  
Ce chiffre doit être considéré de  
façon prudente car, même si les  
choses changent, on dispose de  
peu de données sexo-spécifiques.  
En effet, de façon assez  
surprenante, la tendance est  
encore de chiffrer la pauvreté  
de manière neutre, sans faire  
de différence entre les hommes  
et les femmes.



précaire avec des horaires flexibles ou à temps partiel (4). Leur niveau de salaire est inférieur à celui des hommes (5).

Les facteurs culturels placent encore très souvent les femmes dans un rôle de dépendance vis-à-vis des hommes : un rôle lié à la reproduction familiale, à l'écart de l'action ou de la participation communautaire et politique. Cela limite la prise en considération des besoins spécifiques des femmes dans les programmes de développement. La dépendance économique est d'ailleurs un phénomène de pauvreté cachée.

Les structures familiales changent. Le nombre de femmes parents isolés est en augmentation, ce qui est un facteur de risque. En Belgique, près de la moitié des cas où les femmes doivent recourir au Revenu d'intégration sociale s'expliquent par une rupture familiale. Au Sud, on parle d'un « féminisation de l'agriculture ». Dans certaines régions, ce sont les guerres, les maladies et les décès dus au SIDA qui ont réduit les populations masculines (6). Ailleurs, la sécheresse, les conditions de vie de plus en plus difficiles poussent les hommes à la migration. Les femmes restent dans leur village, avec les enfants et les personnes âgées.

La migration féminine est, elle aussi, en augmentation. Certaines femmes quittent leur famille, laissant souvent les enfants sur place, à la garde des grands-parents, dans l'espoir de trouver du travail. Elles sont alors confrontées à une culture différente sans la formation nécessaire pour affronter cette nouvelle société.

## **Bien-être social autant que richesse matérielle**

L'approche genre aide à poser la question non pas en termes d'exclusion ou de victimisation des femmes, mais en fonction des rapports de pouvoir, inégaux entre femmes et hommes. Ils empêchent un développement équitable et la pleine participation des femmes, comme les rapports qui structurent, de façon antagonique, les groupes sociaux riches et puissants et d'autres, pauvres et sans pouvoirs.

C'est Esther Boserup, en 1970, qui dévoile combien les politiques de développement économique négligeaient les problèmes spécifiques de femmes et plus encore leur participation à la vie économique. Elle montrera, à partir de ses travaux en milieu rural, l'importance de revoir les pratiques de développement sous un angle féminin. Elle mettra l'accent sur le rôle productif des femmes et leur contribution active au développement (7). Or, les mécanismes de mise en œuvre des projets ou des activités sont souvent organisés en fonction des groupes dominants au sein des villages, des communautés, des quartiers ; des groupes souvent masculins.

(4) Travail informel, au noir, à domicile, sous-traitance, etc.

(5) Elles gagnent en moyenne, selon les pays, 50 à 80 % du salaire des hommes.

(6) FAO, *La féminisation de l'agriculture*, [www.fao.org](http://www.fao.org), *Gender et sécurité alimentaire*, Agriculture 2000.

(7) **S. Charlier**, « *L'empowerment des femmes dans les organisations de commerce équitable : une proposition méthodologique* », in **C. Auroi** et **I. Yépez del Castillo** (dir.) *Économie solidaire et commerce équitable. Acteurs et Actrices d'Europe et d'Amérique latine*, UCL/ Presses Universitaires de Louvain, IUED, Genève, 2006, p. 87-109.

# ON NOUS APPELAIT « LES PUANTES »...

## Témoignage

« L'idée de créer une entreprise de travail alternatif est apparue parmi nous, dans la banlieue de Rio, en 1992 ; il s'agissait d'améliorer les conditions de vie de la population locale vivant des problèmes sociaux dus au chômage. L'objectif était d'embaucher immédiatement les femmes du quartier vivant des difficultés (1). Avec beaucoup d'enfants, peu scolarisées, elles ne trouvaient pas d'emploi.

Le 11 mars 1993, nous avons commencé les activités de collecte sélective et récupération de déchets. La première difficulté fut que la population n'acceptait pas ce type de travail. J'ai dû d'abord combattre ces idées à l'intérieur de moi-même. J'avais honte d'aller dans la rue ramasser les déchets. À cette époque, nous n'avions aucune idée et aucune information sur les déchets, ni sur les bienfaits de ce travail pour la population en général.

Nous avons dû aller dans les rues et sur les décharges. Mon fils avait honte de moi et ses copains le traitaient de « Fils de la poubelle ». Mon mari et ma famille n'acceptaient pas non plus. Les gens se moquaient, et nous appelaient « Les puantes ». Peu à peu, j'ai dominé cela... et j'ai marché la tête haute quand j'ai considéré que ce travail était semblable à n'importe quel travail... C'est seulement quand mes sentiments et mon comportement en lien avec cette activité se sont transformés que j'ai pu dépasser les idées préconçues.

Les contacts politiques étaient difficiles, notamment pour arriver jusqu'au préfet de Nova Iguacu. Aucun gouvernement n'accorde de la crédibilité à une femme du peuple ayant de faibles revenus. Mais je me suis fait entendre. J'ai passé des jours et des jours à attendre devant sa porte et devant la préfecture. Quand j'ai réussi à arriver jusqu'à lui, je lui ai parlé de cette nouvelle possibilité pour restau-

rer la vie et la citoyenneté de ces femmes du quartier. Je lui ai également parlé des économies que la municipalité pourrait faire grâce à la collecte sélective. Nous voulions emprunter un camion pour faire ce travail... et nous avons réussi.

À mesure que le temps passait, le travail a gagné en crédibilité et des personnes et des institutions se sont manifestées pour soutenir l'équipe (2). Avec le temps, le groupe a grandi... et les crises aussi. Bien des fois, j'ai eu envie de tout lâcher. Comme le terrain où se trouve la coopérative appartient à la paroisse, le mouvement de notre autonomisation a amené une grande polémique : l'Église voulait garder la mainmise. Il a fallu se battre, mais cela en valait la peine, car, aujourd'hui, notre coopérative est légalisée. La majorité des femmes du groupe n'avaient même pas de papiers d'identité, et aujourd'hui elles sont entrepreneures. À l'époque, on les traitait de « puantes » et aujourd'hui leur travail est reconnu : la Coopcarmo est devenue une référence dans l'État de Rio de Janeiro.

Ce qui m'a fait du bien, c'est d'avoir eu des contacts avec d'autres personnes. J'ai découvert en moi cette capacité de contact que je n'imaginai pas posséder. Cette activité de recyclage m'a amenée à croire davantage à la possibilité de changer la vie et les comportements.»

**Hada Rúbia Silva**

*Femme entrepreneure  
Coopcarmo (3)*

(1) La coopérative s'est développée à Mesquita, municipalité de la banlieue de Rio de Janeiro.

(2) D'abord le CEDAC, qui apporta son appui pour la formation du groupe, puis Entraide et Fraternité et Autre Terre, autre ONG belge qui améliora les conditions de travail et la formation de l'équipe.

(3) Propos tenus à l'occasion de la remise du prix de la « Femme entrepreneure », le 7 mars 2006. Pour lire le texte complet, et en savoir plus, contacter Entraide et Fraternité, [www.entraide.be](http://www.entraide.be)



Les exigences des programmes de lutte contre la pauvreté sont souvent centrées sur la rentabilité des investissements dans le court terme, ce qui laisse peu de place au renforcement de l'autonomie des femmes. Ces programmes sont orientés principalement vers une réponse aux besoins primaires et prennent peu en compte l'impact différencié selon le genre, ni ne remettent en cause les relations de pouvoir entre les sexes.

Et pourtant, des études montrent que la conception du développement varie selon le genre et que les femmes ont une manière originale de s'insérer dans le champ de l'économie, en remettant en cause le paradigme de l'économie dominante : une étude en milieu rural (8) révèle que les hommes conçoivent le développement en termes d'augmentation du volume de production, alors que les femmes, elles, évoquent plutôt une amélioration de la qualité des produits. Des travaux au sein des organisations féminines d'économie solidaire (9) ont montré que, si, dans un premier temps, la motivation des femmes à entrer dans l'organisation est l'augmentation de leurs revenus, très rapidement, celles-ci y trouveront autre chose, car l'unique approche marchande de l'économie ne reflète pas leurs attentes. En effet, en participant à l'organisation économique, elles ont également la possibilité de développer d'autres dimensions qui répondent à leurs besoins comme la formation, l'identité, la confiance en soi, la possibilité de renégocier les relations de pouvoir au niveau familial et communautaire. La logique qui guide les multiples activités des femmes correspond non seulement à une logique d'augmentation du revenu monétaire, mais vise également le maintien des relations sociales, le développement personnel et la participation aux enjeux communautaires.

De plus, les femmes mettent en évidence que, lorsqu'elles participent à l'économie, elles doivent faire face, jusqu'à nouvel ordre, à une série de contraintes et d'obligations familiales. Elles ne peuvent compartimenter leur vie et vont ainsi devoir articuler l'organisation de la famille, l'éducation des enfants, les soins aux personnes âgées, ... à leur activité économique (10). Elles défendront également leur place au sein de la société ou de la communauté.

En bref, au sein des logiques collectives des groupements de femmes, se mêlent étroitement l'économique, le social, le culturel et le politique. Et, par conséquent, pour les programmes de lutte contre la pauvreté, il est indispensable d'utiliser des critères autres que purement économiques, ainsi que d'autres instruments de mesure qui prennent en considération les questions de genre, qui permettent une approche différente de l'apport des femmes et qui favorisent une autre vision de ce qui donne valeur à nos sociétés (11).

**Sophie Charlier**

(8) De l'Université de Wageningen, en Hollande.

(9) **S. Charlier, M. Nyssens, J.-P. Peeman, I. Yezzel Del Castillo**, *Une solidarité en actes. Gouvernance locale, économie sociale, pratiques populaires faces à la globalisation*, UCL/Presses Universitaires de Louvain, 2004.

(10) « Cette articulation se fera en lien avec leur culture et les réalités géographiques et sociales dans lesquelles elles vivent. En effet, la logique que suivent les femmes est avant tout la logique des différents besoins, elle ne correspond pas seulement à une logique d'augmentation du revenu monétaire mais également du maintien des relations sociales, c'est-à-dire, des besoins sociaux. »

(**O. Nunez**, *La economía popular. Asociativa y autogestionaria*, CIPRES, Managua, 1997, p.47).

(11) Voir **C. Verschuur, F. Reysoo** « Genre, mondialisation et pauvreté », *Cahiers genre et développement* n° 3, Afed-Efi, L'Harmattan, Paris-Genève, 2002.